

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 94

p.a.f. 0,80 € - septembre 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Avec ou sans gouvernement, il faut se préparer à la lutte

Dans ce numéro:

KBC : il faut exproprier les banquiers !

RDC: l'épidémie d'Ebola progresse

Italie: un gouvernement qui ne protège pas de l'extrême-droite

L'Amazonie en feu: une société à irresponsabilité illimitée

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

RDC : l'épidémie d'Ebola progresse

L'épidémie d'Ebola, qui dure depuis août 2018 en République Démocratique du Congo (RDC), a déjà fait 2 000 morts, sur 3 000 personnes contaminées.



Cette fièvre hémorragique est particulièrement grave à cause du taux de mortalité très élevé, le décès survenant de plus quelques jours à peine après l'infection. C'est la deuxième plus grave épidémie, après celle de 2013-2014, qui avait fait plus de 11 000 morts, surtout en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia. Mais comme le virus n'a touché pour l'instant que des pays pauvres d'Afrique, la recherche médicale a été très lente. De plus, le réseau de

santé est démuni, les centres de santé sont trop peu nombreux et manquent de personnel, de matériel, de médicaments même de base.

Mais les progrès de la maladie ne viennent pas que des problèmes sanitaires.

Le nord-est de la RDC, où s'est propagé le virus, est une région dont le sous-sol regorge de minerais comme l'or ou l'étain. Dans tout le pays, près de 130 groupes armés se disputent le contrôle des mines et des routes, et pré-

lèvent leur dîme sur le commerce des minerais avant qu'ils soient accaparés par les trusts miniers.

La domination de ces milices rend difficile et risqué le déplacement des malades jusqu'aux centres de santé, souvent éloignés. Aussi le virus voyage-t-il beaucoup plus vite que le remède.

La population est méfiante vis-à-vis des autorités qui ont abandonné la région aux mains des groupes armés, laissé les équipements de santé, d'éducation, d'électricité ou d'eau potable à l'abandon. Mais elle l'est aussi vis-à-vis des ONG qui arrivent avec de l'argent et des Jeep dans une région jusque-là à l'abandon.

Beaucoup de gens refusent de se faire vacciner par peur de servir de cobayes à des firmes pharmaceutiques sans scrupules, ou qu'on leur inocule tout simplement le virus. En visite en RDC à partir du 31 août, Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a déclaré que « la meilleure réponse au terrorisme et à la violence, c'est le développement », évoquant les jeunes tentés par les groupes armés faute d'emplois. Un comble de la part d'un représentant des grandes puissances qui sont responsables du sous-développement et du pillage des richesses congolaises par les multinationales !

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Avec ou sans gouvernement, il faut se préparer à la lutte !

Cela fait désormais plus de 100 jours depuis les élections du 26 mai, et seuls les gouvernement de la communauté germanophone et de Bruxelles sont en place. Pour ce qui est du gouvernement fédéral, il n'y a même pas un début de négociation. Le puzzle des coalitions politiques n'a jamais semblé aussi compliqué. Et beaucoup de voix patronales s'en alarment.

Mais l'absence de gouvernement n'a pas empêché KBC d'annoncer 1 400 suppressions d'emploi tout en distribuant un dividende en augmentation de 16%. Elle n'a pas empêché Match d'annoncer la fermeture de 16 magasins et le licenciement de 210 personnes ou encore le sous-traitant automobile Punch Power-Train de supprimer près de 200 postes sur les 1 100 qui travaillent sur son site à Saint-Trond, ou encore la Fnac de procéder au licenciement de 26 personnes. Et elle n'a pas empêché les entreprises Econocom, Kone et d'autres de se débarrasser des délégués syndicaux à l'approche des élections sociales.

Le patronat n'a pas besoin de gouvernement pour exercer son pouvoir dans les entreprises et y mener sa lutte des classes contre les travailleurs pour en pressurer un maximum de profits ! Gouvernement ou pas, les travailleurs doivent constamment se défendre contre les licenciements ou l'aggravation de l'exploitation. Et face à l'accélération de la crise qui s'annonce de toutes parts, ces attaques se multiplieront.

Si le patronat demande un gouvernement, c'est pour l'aider et couvrir sa pression constante sur les travailleurs, au niveau de tout le pays.

Le secrétaire général de la FGTB, Robert Verteneuil conseille aux politiciens de tenir compte de l'inquiétude sociale des électeurs populaires et de leur proposer un « programme social » avec l'augmentation des salaires et des pensions. Mais il est clair pour tout futur ministre, y compris socialiste, que sa tâche sera de faire tout le contraire : réduire les salaires et les pensions. Et comme le rappelle l'économiste en chef de la VOKA : il n'y aura pas de place pour des promesses électorales telles que la pension à 65 ans ou un salaire minimum de 14 € l'heure.

Que les partis politiques arrivent réellement à former ce gouvernement souhaité par le patronat, c'est encore une autre paire de manches. Et le scénario d'une crise politique prolongée n'est pas à exclure, comme celle qui a éclaté en Angleterre avec le Brexit.

Mais dans un cas comme dans l'autre, le prix à payer sera pour les travailleurs.

Mais le recul social imposé aux travailleurs par le patronat pour lequel seul compte le profit, n'est ni acceptable, ni une fatalité ! Il ne faut pas oublier que ce sont les travailleurs qui sont utiles dans la société, que ce sont eux qui font tout fonctionner, que les capitalistes ne sont que des parasites !

Les travailleurs ont les moyens de changer le rapport de force et obliger le patronat à prendre sur les profits accumulés afin de satisfaire les besoins fondamentaux de toute la population. Collectivement, grâce à leur rôle indispensable dans la société et de leurs intérêts communs, les travailleurs peuvent mettre un coup d'arrêt à l'offensive contre leurs droits et leur condition de vie. Nous sommes le nombre, nous faisons fonctionner toute la société et nous avons la force si nous en prenons conscience.

S'y préparer, s'organiser pour défendre nos propres intérêts de travailleurs, est d'autant plus urgent que la crise est en train de s'aggraver rapidement.

Les milliards distribués aux banques et au grand patronat depuis 2008 ont aggravé les inégalités et créé les conditions d'une crise encore plus grave. La production et les ventes ralentissent, les bulles spéculatives sont prêtes à éclater, les crises politiques comme le Brexit ajoutent aux incertitudes, les guerres commerciales menacent à tout moment de déboucher sur de nouvelles guerres militaires. Les feux qui détruisent l'Amazonie soulignent l'irresponsabilité de la classe capitaliste qui ne renonce jamais à ses profits, fut-ce en détruisant la base même de la vie de l'humanité.

Il faut se préparer à se défendre contre les attaques à venir.

Et en retrouvant le chemin de la lutte et de l'organisation collective contre la classe capitaliste, c'est à toute la société que les travailleurs redonneront un avenir. Car ils sont les seuls à pouvoir supprimer l'exploitation et le gaspillage, et impulser une économie organisée collectivement pour répondre aux besoins de tous. Il faudra renverser le pouvoir de la grande bourgeoisie et mettre fin à la propriété privée des groupes capitalistes.

Italie : un nouveau gouvernement qui ne protégera pas de l'extrême droite

L'Italie se dirige vers un nouveau gouvernement, issu cette fois d'un accord entre le Mouvement 5 étoiles (M5S) et le Parti démocrate (PD) de centre gauche. Les deux anciens ennemis y sont contraints s'ils veulent éviter les élections anticipées que Salvini, actuel ministre de l'Intérieur et dirigeant du parti d'extrême droite la Ligue, cherche à obtenir.

Après les 35 % des voix obtenus par la Ligue aux élections européennes, en grande partie aux dépens de son allié le M5S, Salvini estimait qu'il était temps de retourner aux urnes pour donner à son parti les moyens de gouverner seul. Le premier ministre Giuseppe Conte a présenté la démission de son gouvernement. Depuis, les petites phrases rythment les difficiles négociations entre le PD et le M5S pour aboutir à un nouveau gouvernement.

Du côté du PD, on explique que le M5S, complice des mesures les plus scandaleuses de Salvini contre les migrants, pourrait maintenant être un rempart contre l'extrême droite. Le M5S, qui a fait de la dénonciation de la corruption des vieux partis son seul argument politique, est également à la peine pour convaincre sa base qu'un mariage de raison avec le PD, qu'il a surnommé « Parti des corrompus », soit maintenant nécessaire.

Les tractations sur la répartition des fauteuils ministériels ont été présentées comme autant de « batailles pour le programme ». Le M5S se proclame intraitable sur la réduction du nombre de parlementaires, tandis que le PD se fait le champion d'un « gouvernement vert » et d'une économie qui « redistribue plus aux plus pauvres ».

En réalité, la feuille de route du futur gouvernement est dictée par les intérêts de la classe capitaliste : il faut réduire le déficit du budget de l'État et faire baisser le spread, l'écart entre les taux d'intérêts allemand et italien, responsable de la plus ou moins grande confiance des investisseurs... S'adressant aux patrons du nord du pays, qui constituent en partie la base électorale de la Ligue, Renzi, ancien chef du gouvernement du Parti démocrate, a déclaré : « Vous n'avez rien à craindre d'un gouvernement qui naît pour éviter l'augmentation de la TVA et faire baisser le spread. Si quelqu'un voulait vous faire du mal, sachez qu'on ne le soutiendrait pas. »

C'est sur le dos des classes populaires que se feront ces économies. Et alors que le chômage a encore augmenté cet été, il ne sera pas question de contraindre le

patronat à quoi que ce soit. Cela n'a pas empêché Landini, le secrétaire du syndicat CGIL, de se prononcer en faveur d'un nouveau gouvernement Conte appuyé sur le PD et le M5S, dont il a chanté les louanges. Des organisations politiques de gauche comme LeU (libres et égaux) se rallient aussi à cet attelage, au nom de la lutte contre l'extrême droite.

Il est vrai que la mise en place de ce nouveau gouvernement annonce un répit pour les migrants et ceux qui les aident, qui n'auront plus à faire face à Salvini. Mais ce répit sera très relatif. Le M5S a cautionné Salvini. Quant au PD, lorsqu'il était au gouvernement, il a passé des accords honteux avec la Libye contre les migrants, préparant la voie à Salvini. Ces dirigeants utilisent eux aussi la démagogie antimigrants ou mettent en œuvre une politique semblable.

Il faut empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, justifient le PD et le M5S. Mais contre celle-ci, ils proposent un accord de gouvernement bancal, visant surtout à leur éviter une déroute électorale annoncée. Ils répondent aussi aux désirs de la bourgeoisie, qui veut éviter une période d'instabilité risquée pour l'économie et souhaite que des mesures impopulaires puissent être prises sans attendre. En réalité, ce nouveau gouvernement continuera à alimenter le dégoût des classes populaires envers les politiciens et risque de faciliter encore la montée de l'extrême droite.

Pour stopper cette évolution dangereuse, dans laquelle PD et M5S ont une écrasante responsabilité, il serait fou de se reposer sur des combines parlementaires. Les travailleurs, les militants conscients du danger d'extrême droite, ne pourront s'y opposer qu'en mettant en avant leurs objectifs de classe, contre un gouvernement qui leur promet encore des coups et contre l'extrême droite.



Salvini en campagne de séduction cet été

Le vol organisé des banques

La banque KBC annonce la suppression de 1 400 emplois. « Sans licenciements », insiste la direction. Mais avec des baisses de salaire et des augmentations de la charge de travail pour les salariés qui restent, et la diminution des services pour les clients.

Lors de la crise bancaire de 2008, KBC a été sauvée avec l'argent public et elle ne paye quasiment pas d'impôts. En 2018, elle

a versé près de 1,5 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires, en hausse de 25 % par rapport à l'année précédente et atteignant désormais presque le même niveau qu'avant la crise. C'est l'équivalent de 30.000 salaires annuels de 50.000 euros brut.

La banque a de quoi maintenir les emplois, même si la fréquentation des agences baisse.

Capitalistes et actionnaires bien de chez nous

Certains opposeront que les actionnaires « de référence » de KBC sont les coopératives Cera et MRBB (fonds du Boerenbond) et que de ce fait, les dividendes rapportent à des « petites gens ».

Quoi qu'il en soit, près de 50 % des actions sont dans les mains d'actionnaires boursiers cachés derrière des structures bien opaques des holdings en cascades. On y trouve par exemple Gino Coorevits, qui fait partie des 100 plus grandes fortunes de la Belgique, grâce à une longue histoire de fermetures d'usines dans les années 90. Avec seulement 1,15 % des parts dans Ancora, holding actionnaire de KBC, lors de la dernière distribution des dividendes en juin dernier, il a pu engranger 3,6 millions d'euros de dividendes en 2018. Sans plier le petit doigt.

C'est pour engraisser des parasites de son genre que les travailleurs se retrouvent au chômage... ou en burnout !

Contre l'hémorragie

Selon les chiffres du journal l'Echo, en 10 ans, plus de 10.000 emplois ont « disparu » dans le secteur bancaire. Près de 7.900 depuis 2016... pendant que la spéculation qui a amené à la crise bancaire de 2008 continue de plus belle... en attendant l'éclatement de la prochaine bulle spéculative et de nouvelles vagues de destruction sociale.

Pour les empêcher de nuire, il n'y a qu'une seule solution : l'expropriation des banques et leur mise sous contrôle de la population !



Faire toujours plus avec toujours moins ? La colère s'exprime !

Vendredi 6 septembre, le ministre Collin était attendu par 53 agents de l'Agence wallonne du patrimoine à l'ouverture des journées du patrimoine. Manque de moyens et sous-effectifs ayant causé une véritable vague de burnout, les agents du patrimoine ont décidé de réagir.



Et ils ne sont pas les seuls. Cet été, c'étaient les agents wallons des eaux et forêts qui ont mené des actions pour attirer l'attention sur leurs conditions de travail déplorables. A la région bruxelloise, une assemblée des agents de la fonction publique se tient le 13 septembre pour décider des actions à mener. Le même jour, le personnel de la santé se réunit également. Ils ont d'ores et déjà décidé de continuer les mardis des blouses blanches et d'appeler à une manifestation le 24 octobre.

Tous ces mouvements ont une cause commune : les économies sur les dépenses publiques pour financer les cadeaux aux banques et grandes entreprises. Et ce n'est pas le nouveau gouvernement wallon qui y apporte une solution. La mobilisation doit s'amplifier !

Il ne sera pas sur la paille

Après avoir touché 600 000 euros de salaire annuel, le patron de bpost quittera l'entreprise en février 2020 avec une prime de non-concurrence d'un demi-million d'euros... s'il ne passe pas à la concurrence d'ici un an !

C'est le pourboire des actionnaires pour services rendus : sous-payer la plupart des postiers 1400 euros net par mois, avoir supprimé des milliers d'emplois et envoyé d'autres milliers en sous-traitance.

Les bénéficiaires aux riches, le chômage et les bas salaires aux travailleurs ! C'est indécent !

Question à 500 000 euros

Qui trouve normal la prime du patron de bpost ? Le Vlaams Belang et son député Dries Van Langenhove ! Normal, ils sont du côté des riches, pas des travailleurs.

Enseignement: une question de priorité

La rentrée scolaire ne s'annonce pas joyeuse pour les enseignants.

Du côté francophone, les économies prévues par le Pacte d'excellence – qui viennent en plus des économies de ces 30 dernières années – annoncent une charge de travail accrue avec 2 heures de travail « collaboratif » à faire en moyenne par semaine, sans que l'on sache exactement encore de quoi il s'agit.

Par contre, les enseignants – et les élèves – seront encore confrontés à la vétusté des locaux, au manque de personnel administratif, ouvrier et éducateur, aux postes non pourvus...

Et cela ne va pas mieux du côté néerlandophone, où les conséquences du « Master plan », nom donné aux économies du côté

flamand, se font durement sentir. Il y avait 11 000 postes d'enseignants non pourvus en 2018. Deux fois plus qu'en 2013 !

Quel que soit le côté de la frontière linguistique, les jeunes professeurs se retrouvent dans la précarité, avec des postes plus difficiles, sur plusieurs établissements, avec de nombreux cours différents à donner, des petits salaires... C'est cela qui entraîne la pénurie.

De nombreux élèves se retrouvent sans professeur, parfois durant des mois voire l'année entière, dans des locaux souvent inappropriés et face à des frais scolaires toujours plus élevés.

Tous les politiciens qui se succèdent dans les différents gouverne-

ments sont d'accord pour les plans d'économie dans l'enseignement. Ils préfèrent assurer les profits des capitalistes que l'avenir de la jeunesse.

L'enseignement coûte cher, c'est normal, il faudrait le refinancer. Et l'argent pour cela, il est accumulé dans les coffres forts des capitalistes !



Verteneuil donne des conseils gratuits

Robert Verteneuil, secrétaire fédéral de la FGTB, a fait sa rentrée médiatique avec quelques bons conseils aux négociateurs des futurs gouvernements régionaux et fédéraux : « écoutez les citoyens », dit-il, et « appliquez mon plan ». Entre autres, il propose un salaire minimum de 2 300 € (14 € l'heure), une pension minimum de 1 500 €.

Un plan génial, c'est sûr... sauf qu'aucun politicien ne l'écoute. Car il s'agit pour quiconque qui veut devenir ministre de se montrer bon serviteur du vrai pouvoir, celui du grand patronat, qui n'a qu'un seul but : baisser les salaires et les pensions.

Alors, au lieu de conseiller aux boucs de donner du lait, il faut se préparer à la lutte pour défendre nos salaires, nos emplois, nos pensions, nos conditions de travail contre la rapacité des grands actionnaires et leurs futurs gouvernements !

Non aux violences faites aux femmes !

16 femmes sont mortes en Belgique tuées par leur conjoint ou ex-conjoint depuis le début de l'année. Elles étaient 37 en 2018, 40 en 2017.

L'Etat a signé bien des engagements pour lutter contre ces violences, mais dans les faits les mesures ne sont pas appliquées. Les associations d'aide aux victimes manquent de moyens, il n'y a pas assez de place d'hébergement d'urgence.

Bien des femmes se battent contre les violences qu'elles subissent mais ne trouvent pas de soutien de la part des institutions. De nombreuses



femmes assassinées avaient déjà porté plainte contre leur conjoint sans que cela ne les protège. Ces violences sont la preuve de la barbarie de notre société basée sur les inégalités et l'oppression.

Un logement décent pour tous !

Une émission télé de la RTBF a récemment montré dans quelles conditions étaient contraints de vivre des habitants de logements sociaux : problème d'humidité, d'électricité, pas d'accès à une salle de bain...

Un tiers des résidents des logements sociaux à Bruxelles et en Wallonie vivent dans des habitations ayant des problèmes de salubrité et de sécurité. S'ils y restent, c'est à cause du manque de logements abordables disponibles.

80 000 personnes sont sur une liste d'attente pour accéder à un logement social. Attente qui peut atteindre 8 ans à Bruxelles. Et ce n'est pas la construction de 100 logements sociaux par an en moyenne qui va résoudre le problème !

Les travailleurs doivent s'organiser eux-mêmes et s'unir par-delà les frontières

La semaine passée une partie des travailleuses et des travailleurs de la multinationale Ryanair a fait grève en Angleterre et au Portugal. En Irlande, il a fallu une intervention d'un juge pour les empêcher et en Espagne le mouvement se poursuivra en septembre. Dans tous ces cas les travailleurs luttent pour leur salaire, leur retraite et leurs conditions de travail : leurs intérêts sont vraiment les mêmes dans tous les pays !

En Angleterre les revendications des grévistes portent sur les salaires, les retraites et les prestations de maternité. Au Portugal, ils luttent pour que Ryanair respecte les accords concernant les jours de congés et les primes de vacances. En Irlande c'est à nouveau la question des salaires qui cristallise le conflit. En Espagne les grévistes défendent leurs emplois en luttant contre la fermeture de plusieurs bases Ryanair dans leur pays.

En Angleterre et en Irlande, Ryanair a saisi les juges pour empêcher les grèves. Elles n'ont finalement été interdites qu'en Irlande.

En plus des attaques au niveau national, les patrons et les directions d'entreprises organisent la mise en concurrence des travailleurs de différents pays. Ils mènent la lutte des classes à l'échelle internationale. Les menaces de délocalisation, les idées nationalistes ou les attaques contre les migrants servent toutes un même objectif : diviser la classe ouvrière pour l'affaiblir et tenter de l'empêcher de s'unir pour défendre ses intérêts. Cette fois-ci encore cela n'a pas manqué : les dirigeants de Ryanair ont appelé

des travailleurs belges pour remplacer les grévistes portugais et tenter de briser le mouvement. En réponse, la CNE a promis de « couvrir » tous ceux qui refusaient de « casser cette grève au Portugal ».

Partout, la bourgeoisie tente de nous diviser : grévistes et non-grévistes, Belges et migrants, Flamands et Wallons, opposons-lui la solidarité de la classe ouvrière ! Nous devons rappeler à nos collègues, à nos amis et à notre famille que toutes les travailleuses et travailleurs partagent des intérêts communs et doivent les défendre en commun. Nous avons tous besoin d'un salaire pour vivre et élever les enfants, nous sommes tous menacés par le chômage et les retraites trop basses, nous subissons tous les attaques des patrons et autres actionnaires dont le seul objectif est le profit.

Cette grève chez Ryanair démontre la nécessité d'un véritable internationalisme. La production est organisée internationalement et partout les patrons s'attaquent aux travailleurs, alors il est nécessaire que les luttes locales aillent vers une lutte internationale. Leur succès dépend de notre capacité à nous organiser, localement et internationalement. Il n'existe pas d'intérêt commun entre capitalistes et travailleurs, pas plus au niveau local qu'au plan mondial. Le nationalisme est une illusion entretenue par la bourgeoisie pour tenter de nous empêcher de nous unir par-delà les frontières pour nous défendre !

En Belgique cette illusion nationaliste est propagée par tous ceux qui prétendent trouver d'autres responsables que les

capitalistes aux difficultés des travailleurs et à la misère qui s'accroît. A tous ceux qui accusent l'Europe, les Wallons, les Flamands ou les migrants, nous répondons : « Non, les vrais responsables, ce sont les capitalistes ! ». A tous ceux qui clament « Les Belges d'abord ! » nous répondons « Les travailleurs d'abord ! »

L'organisation capitaliste de la production s'est généralisée à l'ensemble de la planète. Cela veut dire que sur chaque continent, dans chaque pays, dans chaque région, dans chaque ville, il y a des travailleurs qui dépendent de leur salaire pour vivre et qui font face à des patrons qui les exploitent. Ici, et au niveau mondial, la classe ouvrière est largement majoritaire. C'est elle qui fait tout fonctionner, qui produit toutes les richesses, qui conçoit les produits et qui transmet les savoirs ! Les capitalistes eux ne produisent rien. Ils ne font qu'organiser l'exploitation de la classe travailleuse à leur profit. Pour cela ils sont prêts à tout, y compris pousser aux guerres.

Face aux attaques du patronat sur les conditions de travail, sur les salaires et les allocations de chômage, face aux licenciements et aux baisses des retraites, résister est une nécessité vitale pour la classe ouvrière. Pour y arriver les travailleuses et travailleurs manuels et intellectuels, du privé comme du public, doivent s'unir dans la lutte. Le seul moyen d'y arriver passe par la reconstruction d'un parti ouvrier communiste, pour contribuer à organiser et diriger ces luttes.

Brésil: l'Amazonie brûle pour les profits



Dans l'après-midi du 19 août, à la faveur de vents soufflant du nord, un nuage de fumées a plongé dans l'obscurité les vingt millions d'habitants de l'agglomération de Sao Paulo, tandis que tombaient des pluies noires. C'était la forêt amazonienne qui brûlait, ainsi que la zone de savanes qui la borde, à 2 000 ou 3 000 kilomètres de là.

Chaque année, l'Amazonie brûle à la saison sèche, par suite de la déforestation. Les exploitants forestiers abattent la forêt primaire, débardent les bois précieux qui servent au déroulage et à la fabrication de contreplaqué, et mettent le feu à tout le reste. Le feu dégage le terrain et les cendres engraisent la terre. Après les brûlis peuvent arriver les entreprises minières, les éleveurs de vaches, les planteurs de canne à sucre et de soja.

Mais le phénomène s'accélère, amplifié sans doute par le réchauffement climatique. Depuis le début de l'année il y a eu 75 000 incendies de forêt : 85 % de plus que l'an passé. Dimanche 25 août, l'Institut brésilien de surveillance spatiale annonçait qu'en 24 heures il en avait compté 1 100 nouveaux. Ils touchent tout le nord du Brésil mais aussi la Bolivie, où 500 000 hectares sont partis en fumée, et la zone marécageuse du Pantanal, à la frontière des deux pays et du Paraguay.

Le président brésilien Bolsonaro se défend d'être responsable de ces incendies, mais sa politique et ses discours n'y sont pas pour rien. Tout au long de sa campagne présidentielle, il a dénoncé les réserves indiennes et les forêts d'État comme des zones inutiles au pays, dont il faudrait mettre en valeur le sol et le sous-sol. Rien d'étonnant à ce que les trusts de l'agroindustrie se sentent les coudées franches.

Les grands propriétaires terriens disposent au Parlement d'un groupe d'appui de près de la moitié des députés. Depuis toujours, leurs désirs sont pour le gouvernement des ordres. La dictature militaire leur a ouvert cette région de quatre millions de kilomètres

carrés, traçant des routes à travers l'Amazonie et décimant les Indiens. Et tous les gouvernements civils ont suivi, fermant les yeux sur les pratiques illégales des grandes exploitations, quand ils ne les encourageaient pas. Lula a par exemple autorisé la culture du soja transgénique. Bolsonaro, lui, a proclamé qu'il leur laisserait tous les droits, et il a tenu ses promesses.

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier dernier, il a systématiquement bâillonné et démantelé les institutions qui auraient pu entraver la déforestation : la Funai censée protéger les Indiens, l'Ibama chargé de l'écologie, l'Institut des recherches spatiales dont les satellites surveillent l'Amazonie. Quant aux ONG, après leur avoir coupé les fonds, il les accuse d'avoir mis le feu pour lui nuire.

Devant l'étendue des incendies et les protestations internationales, et sans doute sous la pression du lobby agrarien qui craint pour ses exportations, Bolsonaro promet aujourd'hui de réagir fermement. Il a envoyé quelques avions militaires combattre les feux et a décrété la mobilisation des 43 000 soldats cantonnés en Amazonie. Mais l'état-major ne va pas leur ordonner d'arrêter les grands propriétaires responsables des incendies, de confisquer leurs camions, leurs tracteurs et leurs tronçonneuses géantes, de désarmer leurs hommes de main et de réquisitionner leurs équipes de salariés sur le terrain.

L'État brésilien, c'est l'État de ces grands propriétaires, qui sont souvent des multinationales et qui toujours travaillent pour le marché mondial du bois, des métaux, de la viande, du soja, du sucre, du jus d'orange. Ni Bolsonaro ni aucun des dirigeants impérialistes ne vont s'en prendre à ces piliers du système capitaliste, pas plus sous prétexte de sauvegarde de la nature que sous prétexte d'indépendance nationale.

**fête régionale
de Lutte Ouvrière
(France)**



Samedi 5 octobre, de 15h à minuit
Espace Concorde,
Cousinerie, rue Carpeaux
Villeneuve d'Ascq
Entrée : 5 € / repas (moules frites) : 9 €
**Contactez-nous pour les cartes d'entrée
et le covoiturage**